

Élections municipales à Poissy
15 & 22 mars 2026



Poissy Populaire

Avec Sébastien RIBEIRO

Notre programme



**LA
FRANCE
INSOUMISE**

Liste soutenue par
Jean-Luc MELENCHON
Mathilde PANOT
et Manuel BOMPARD





La parole à Sébastien Ribeiro

44 ans, enseignant, syndicaliste

Tête de liste Poissy Populaire

Madame, Monsieur,

Quels constats faisons-nous ici, à Poissy ?

En ce moment, professeurs des écoles et parents d'élèves de Poissy s'inquiètent des conditions de la rentrée prochaine : le budget de l'État imposé par le gouvernement Macron-Lecornu, avec le soutien du Parti socialiste, prévoit plus de 4000 suppressions de postes d'enseignants. Chez Stellantis, les salariés sont préoccupés par le devenir du site industriel et de leurs emplois, ils refusent, ils se mobilisent. Dans nos quartiers populaires, nombreux sont les habitants qui nous ont fait part, lorsque nous sommes allés à leur rencontre, des difficultés du quotidien, du coût du logement qui augmente, du sentiment d'abandon dans leurs démarches, souvent vaines, en direction des bailleurs sociaux. Des parents nous ont fait part de leur désarroi quant au fait que leurs enfants, dans leur quartier, n'aient pas accès à des activités dans lesquelles les jeunes puissent s'épanouir. A de nombreuses reprises, les plus « anciens » nous disent : « il y a des années, on vivait tous ensemble en harmonie, quelle que soit notre origine, notre religion... ce n'est plus le cas aujourd'hui ». Le président Macron porte une lourde responsabilité, en ciblant, en stigmatisant une partie de la population pour nous diviser. Dans le quartier Saint-Exupéry, des parents ont commencé à se regrouper contre la fermeture – décidée par Mme la maire sortante – du centre de loisirs Nelson Mandela pendant les congés scolaires.

La mairie et les élus peuvent-ils rester spectateurs – et pire, silencieux – face à cela ? Nous ne le pensons pas. Les 43 candidats de la liste Poissy Populaire partagent une conviction : ici comme ailleurs, la population attend que les élus agissent avec détermination, qu'ils entendent les inquiétudes et qu'ils y répondent. La mairie et ses élus doivent aider à rétablir un lien entre tous les habitants.

Le programme que nous vous présentons est un programme de rupture. La liste Poissy Populaire s'est présentée comme une liste « 100% opposition à Emmanuel Macron » car il est impossible de prétendre vouloir agir en faveur de la population de Poissy sans rompre avec les politiques qui, ces dernières années, ont été menées ici par les amis de Bruno Retailleau (LR, parti de Mme Berno dos Santos) et d'Emmanuel Macron (dont est proche Karl Olive), président massivement rejeté par la population.

Notre liste a comme mot d'ordre : « De l'argent pour le logement, les écoles, l'hôpital, les services publics, la transition écologique... pas pour la guerre ! » En novembre dernier, le général Mandon, chef d'état-major des armées, a demandé aux maires de France d'aider à convaincre les populations qu'il faudrait se préparer à la guerre et « souffrir économiquement. » Pour la liste Poissy Populaire, il n'en est pas question. Il y a urgence ! Urgence à répondre aux véritables attentes de la population et refuser la spirale infernale de la guerre, de la haine et de la division : c'est ce que nous ferons !

D'abord le 15 mars, puis le 22 mars, mobilisons-nous !

VOTEZ POISSY POPULAIRE

La France insoumise à Poissy

Elections européennes 2024

La France insoumise est arrivée en tête avec 19,7% des voix, devant le RN, les macronistes et le Parti socialiste.

Elections présidentielles 2022

Le vote Jean-Luc Mélenchon a recueilli 31,04% des voix, à 40 voix près d'Emmanuel Macron.

Elections législatives 2022 et 2024

En 2022 avec la NUPES, comme en 2024 avec le NFP, les électeurs de la France insoumise se sont très largement mobilisés en faveur d'un programme de rupture avec Macron.

Les 43 candidats de la liste Poissy Populaire



Liste des candidats au conseil municipal

POISSY POPULAIRE

1 - Ribeiro Sébastien

- | | | |
|-----------------------------|-------------------------|--------------------------|
| 2 - Sabaouni Jamila | 16 - Gaba Kayi | 30 - Yebka Dihia |
| 3 - Bejaoui Makram | 17 - Fall Papa | 31 - Vivet Bertrand |
| 4 - Justine Pauline | 18 - Bendjaballah Sarah | 32 - Belkhabdar Samia |
| 5 - Jimenez-Martinez Cédric | 19 - Yebka Hamid | 33 - Niang Djibril |
| 6 - Zouag Leïla | 20 - Sauger Mélinda | 34 - Félix Myriam |
| 7 - Charmant Eugène | 21 - Bouchaib Layachi | 35 - Kouakou Bléou |
| 8 - Neyraud Agnès | 22 - Morel Christelle | 36 - Esnault Agathe |
| 9 - Wane Saïdou | 23 - Hadjou Axel | 37 - Le Bail Laurent |
| 10 - Thévenon Laurence | 24 - Hammouche Sarah | 38 - Lourini Yasmine |
| 11 - Balagué Stéphane | 25 - Lahbib Mohamed | 39 - El Khamal Abdelaziz |
| 12 - Ponde Madeleine | 26 - Ahore Célinie | 40 - Noubit Mekofet Inès |
| 13 - Casamayor Julien | 27 - Levesque Romuald | 41 - Castre Quentin |
| 14 - Castaing Delphine | 28 - Bailleau Dominique | 42 - Thabet Bochra |
| 15 - Nassa Dadi | 29 - Pereira Léni | 43 - Delbecque Laurent |

Liste des candidats au conseil communautaire

- 1 - Ribeiro Sébastien
- 2 - Sabaouni Jamila
- 3 - Bejaoui Makram
- 4 - Justine Pauline
- 5 - Jimenez-Martinez Cédric
- 6 - Zouag Leïla
- 7 - Charmant Eugène
- 8 - Neyraud Agnès
- 9 - Wane Saïdou
- 10 - Thévenon Laurence
- 11 - Balagué Stéphane
- 12 - Ponde Madeleine
- 13 - Casamayor Julien



NOTRE PROGRAMME

COMMENCER LA RÉVOLUTION CITOYENNE

6

Partager le pouvoir des élu·es	6
Favoriser l'intervention populaire active et permanente	6
Abolir les privilèges et la corruption	7
Affronter les politiques austéritaires et se libérer de la finance	7

LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

8

Instaurer la planification écologique communale	8
Engager la bifurcation énergétique : sobriété et énergies renouvelables	8
Développer les services publics de transports accessibles à tous	8
Permettre à chacun d'utiliser moins la voiture pour se déplacer	9
Anticiper les effets du changement climatique en matière de risques écologiques	9
Lutter contre l'étalement urbain et pour le retour de la nature en ville	9
Établir un droit à la nuit, au silence et à un espace libéré du consumérisme	10
Une commune engagée pour la condition animale	10
Engager la dépollution du monde	10
Des cantines scolaires 100% bio et local	10
Garantir le droit à l'eau, bien commun de l'humanité	11
Vers des communes zéro déchets	11
Défendre le petit commerce face aux géants de la grande distribution	12

FORTIFIER L'ENTRAIDE

13

Une commune qui soutient les salariés – non à la fermeture de Stellantis	
Adopter un plan communal de lutte contre la pauvreté et la précarité	13
Étendre le domaine du commun	13
Redresser le statut des agents publics	14
Garantir le droit à un logement digne	14
Défendre et développer le logement public et social	15

Inventer une propriété non spéculative du logement	15
Des écoles où il fait bon apprendre	15
Faciliter l'accès aux soins, développer la prévention	15
Prendre soin de l'enfance	16
Prendre soin de nos aînés et bien vieillir	16
Assurer le droit à la sûreté	16

CONSTRUIRE LA NOUVELLE FRANCE

17

Combattre le racisme	17
Combattre le sexisme et les LGBTIphobies	17
Construire des communes accessibles	18
Faire vivre la laïcité et l'égalité	18
Émanciper par la culture	18
Promouvoir le sport populaire	19
Encourager la vie associative	19
Faire confiance à la jeunesse	20
Des communes refuges pour les exilé·es	20
Des communes engagées contre la guerre, contre le génocide à Gaza	20

COMMENCER LA RÉVOLUTION CITOYENNE

PARTAGER LE POUVOIR DES ÉLU·ES

- **Consulter les habitant·es en organisant une votation citoyenne** dont le conseil municipal s'engagerait à respecter le résultat, sous réserve de l'atteinte d'un quorum de participation, sur les grands sujets communaux (grands projets d'aménagement, intercommunalité, organisation des temps périscolaires, évolution des tarifs pour les grands services municipaux, etc.)
- **Donner aux citoyen·nes la possibilité d'organiser un référendum d'initiative citoyenne** dont le conseil municipal s'engage à respecter le résultat, - sous réserve d'une participation minimale, - dès lors qu'une pétition réunissant au moins 10 % des habitant·es est constituée
- **Donner aux citoyen·nes la possibilité d'organiser une pétition** qui, si elle réunit au moins 5% des habitant·es, est défendue en conseil municipal par le ou la citoyen·ne porteur·se de la pétition et donne lieu à une réponse du conseil. Le conseil est interrompu pour autoriser légalement ce temps d'échange
- **Accorder le droit de vote aux mineur·es de plus de 16 ans et aux étranger·es** résidant sur le territoire communal lors des votations citoyennes
- Faire signer aux élu·es une charte dans laquelle ils s'engagent individuellement à **respecter une votation sur leur révocation** dans le cas où 10 % du corps électoral signe une pétition vérifiée le demandant
- **Organiser des rendez-vous citoyens** pour favoriser les échanges de proximité

FAVORISER L'INTERVENTION POPULAIRE ACTIVE ET PERMANENTE

- Mettre en place des **conseils de quartier citoyens de proximité**, composés d'habitant·es, dont une partie tirée au sort, animés par une équipe paritaire, dotés d'un budget participatif en fonctionnement et en investissement et ouverts à tout·es les habitant·es de plus de 16 ans
- Allouer une part plus importante aux **budgets participatifs communaux**
- Favoriser le développement et s'appuyer sur les démarches de l'éducation populaire pour **multiplier les modes de participation citoyenne à la vie municipale** (enquêtes participatives, cahiers de doléances, assemblées de quartiers, marches exploratoires, interventions d'associations dans les collèges, lycées, centres sociaux...)
- Lancer une **campagne locale d'inscription sur les listes électorales**
- **Ouvrir l'ensemble des instances participatives** aux mineur·es de plus de 16 ans et aux étranger·es résidant sur le territoire communal
- S'assurer de **l'accessibilité de toutes les communications institutionnelles** (langage facile à lire et à comprendre, sous titrage, LSF, version audio, usage du braille)

- Mettre en place une communication claire sur internet, les réseaux sociaux, par mail et dans le journal municipal permettant à chacun·e d'être **au courant des points et des enjeux discutés lors du prochain conseil municipal**
- Permettre aux **organisations syndicales de salarié.e.s de disposer de locaux**

ABOLIR LES PRIVILÈGES ET LA CORRUPTION

AFFRONTER LES POLITIQUES AUSTÉRITAIRES ET SE LIBÉRER DE LA FINANCE

- Exiger des élu·es qu'ils **publient tous leurs rendez-vous avec les représentant·es d'intérêts privés** ; refuser cadeaux, gratifications, avantages en nature de toute sorte venant d'entreprises
- **Signer la Charte Anticor (anti-corruption)**
- **Exiger l'augmentation des dotations** (DGF, maintien de l'autonomie fiscale, compensation à 100 % de la suppression de la taxe d'habitation...) et organiser des actions, si nécessaires de désobéissance, coordonnées avec d'autres collectivités, pour exiger du gouvernement l'augmentation des dotations de l'État aux communes
- Mettre en place un réseau des communes insoumises chargé notamment de l'organisation annuelle de Rencontres nationales de la solidarité territoriale pour analyser et mettre en lumière les inégalités territoriales et **porter des campagnes nationales reposant sur la solidarité plutôt que la concurrence entre territoires**
- **Travailler avec des banques coopératives** pour s'affranchir de la mainmise des institutions financières

COMMENCER LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

INSTAURER LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE COMMUNALE

- Établir avec les habitant·es, durant la première année de mandat, un état des lieux des sources d'émissions de gaz à effet de serre, des pollutions, de la production de déchets, de l'état de la biodiversité et de l'artificialisation des terres sur le territoire communal et intercommunal
- À partir de ce bilan, organiser un débat citoyen d'orientation écologique visant à mettre en oeuvre la règle verte sur le territoire communal et intercommunal s'appuyant notamment sur les conseils citoyens, sur des réunions publiques, sur une participation en ligne
- L'action communale prendra appui sur une planification pluriannuelle des politiques publiques : préservation des ressources naturelles, des biens communs, objectifs de réduction de l'empreinte écologique communale
- Ajouter des clauses environnementales (critère carbone, labels, indices de durabilité et réparabilité) à chaque achat municipal ou intercommunal

ENGAGER LA BIFURCATION ÉNERGÉTIQUE : SOBRIÉTÉ ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

- Adopter un plan de développement des énergies renouvelables, avec une attention particulière aux bâtiments publics
- Adopter un plan énergétique des bâtiments publics pour, en adéquation avec les besoins, planifier la sobriété des usages, la rénovation thermique, en privilégiant la production d'énergies renouvelables et les matériaux biosourcés quand c'est possible
- Privilégier les énergies vertes dans les contrats d'approvisionnement de la commune

DÉVELOPPER LES SERVICES PUBLICS DE TRANSPORTS ACCESSIBLES À TOU·TES

- Réduire la tarification des transports en commun pour aller vers la gratuité en commençant par les moins de 25 ans, les privé·es d'emploi et les usager·es disposant de faibles revenus, et sans réduction de l'offre
- Renforcer la desserte et la densité des réseaux de transports en commun
- Aller vers 100 % de matériel roulant accessible et 100 % d'arrêts de bus, tram accessibles, comme l'impose la loi

PERMETTRE À CHACUN·E D'UTILISER MOINS LA VOITURE POUR SE DÉPLACER

- Organiser les schémas de circulation en faisant la part belle aux rues piétonnes, aux rues avec écoles, à la piétonnisation en cœur d'îlot, aux pistes cyclables, etc.
- Développer le stationnement sécurisé pour vélos (boxs, abris-vélos, arceaux) sur l'ensemble de l'espace public et notamment à proximité des écoles, services publics, commerces

ANTICIPER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Adopter un plan canicule recensant et prévoyant des lieux d'accueil adaptés, notamment pour les personnes vulnérables : personnes âgées, jeunes enfants, femmes enceintes, personnes en situation de handicap, sans domicile fixe
- Proposer un plan de développement des îlots de fraîcheur végétaux contre les effets des canicules et un plan de renaturation d'une partie des sols pour lutter contre les inondations et les ruissellements
- Débêtonner et végétaliser les cours d'école
- Restaurer au maximum la régénération des écosystèmes de berges de la Seine, en lien avec les Voies navigables de France, pour limiter l'exposition aux inondations
- Favoriser la formation de la population aux premiers secours, à tous les âges
- Favoriser l'installation de fontaines à eau potable dans l'espace public, de toilettes publiques

LUTTER CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN ET POUR LE RETOUR DE LA NATURE EN VILLE

- Ouvrir un débat public pour déterminer les moyens d'atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette d'ici 2050, et plus tôt si possible, en mobilisant notamment les outils pour lutter contre la sous-occupation des locaux, la rétention foncière, et l'étalement urbain
- Adopter un plan pluriannuel de végétalisation de l'espace public fixant un objectif d'occupation végétale du sol en zone dense en début de mandat
- Replanter des arbres fruitiers en milieu urbain en mélangeant les espèces régionales et les espèces adaptées à l'évolution prévisible du climat sur 30 ans
- Développer les jardins partagés, ouverts, conviviaux, pour recréer du lien social et renouer avec la nature en ville ; maintenir les jardins ouvriers et familiaux

ÉTABLIR UN DROIT À LA NUIT, AU SILENCE ET À UN ESPACE LIBÉRÉ DU CONSUMÉRISME

- Lutter contre la pollution lumineuse : extinction hors temps d'activité -sauf cas exceptionnel- des éclairages des boutiques, magasins, bureaux, etc. ; éclairages à la demande et à détection de mouvement
- Conduire une mobilisation avec les bailleurs sociaux pour financer et engager un plan d'isolation phonique du parc HLM
- Limiter le recours au travail le dimanche en limitant le recours aux « dimanche du maire »

UNE COMMUNE ENGAGÉE POUR LA CONDITION ANIMALE

- Interdire les cirques et les parcs aquatiques exploitant des animaux sauvages ainsi que toute exploitation à des fins de représentation, détention et reproduction d'animaux sauvages
- Faire un diagnostic pour évaluer la nécessité de centres de soins vétérinaires publics
- Accompagner et organiser la stérilisation des chats errants par la municipalité pour la capture, la stérilisation et l'identification des chats des rues jusqu'à leur remise en liberté ou leur placement en refuge
- Garantir la transparence de l'activité des fourrières en publiant sur le site de la commune un bilan annuel de leur activité (précisant le nombre d'animaux capturés, identifiés, stérilisés, euthanasiés, relâchés, remis à leur propriétaire, etc.)
- Attribuer une délégation relative à la condition animale à un·e membre du conseil municipal
- Lutter contre la prolifération des animaux liminaires en privilégiant les solutions non cruelles quand elles existent (ultrasons, stérilisations, pigeonniers contraceptifs...)

ENGAGER LA DÉPOLLUTION DU MONDE

- Sortir de l'usage des produits chimiques (toxiques, perturbateurs endocriniens) dans les crèches, écoles, maisons de retraite, bâtiments municipaux et intercommunaux
- Favoriser l'éco-pâturage pour l'entretien des espaces communaux

DES CANTINES SCOLAIRES 100% BIO ET LOCAL

- Maximiser la part de produits de saison et locaux dans la restauration collective pour atteindre dès que possible 100 % de produits bio ou durable et locaux
- Promouvoir la ré-internalisation en régie de la production de repas pour échapper à la mainmise de Sodexo

- Intégrer une option végétarienne pour chaque repas dans la restauration scolaire et collective ainsi que dans les événements municipaux et se fixer l'objectif de deux repas végétariens pour tou.te.s par semaine
- Bannir les produits industriels ultra-transformés de la restauration collective
- Intégrer le critère de bien-être animal pour la cantine scolaire
- Prioriser l'agriculture biologique et locale dans la commande publique
- Faire du repas à la cantine un moment d'éducation à l'alimentation, à la saisonnalité des fruits et légumes et de lutte contre le gaspillage alimentaire

GARANTIR LE DROIT À L'EAU, BIEN COMMUN DE L'HUMANITE

- Favoriser les conditions de la mise en place d'une régie publique municipale ou intercommunale permettant d'instaurer une tarification progressive et différenciée selon les usages (professionnels, domestiques, administratifs) et les mésusages (confort, luxe) avec la gratuité des premiers m3 indispensables à la vie
- Développer les récupérateurs des eaux de pluies pour le nettoyage des rues, l'arrosage des plantations municipales et des jardins collectifs, alimenter les toilettes des bâtiments publics...

VERS UNE COMMUNE ZÉRO DÉCHETS

- Réorganiser la chaîne de restauration collective en vue de diminuer de 75 % le gaspillage alimentaire et faire disparaître le plastique, en adaptant quand cela est nécessaire l'équipement et le poste de travail des employé·es des entreprises de restauration
- Mener une politique active en direction de la restauration privée et de loisir pour parvenir à l'objectif « zéro plastique » ; accompagner les entreprises et les commerçant·es dans leur transformation « zéro déchet »
- Mettre en place des dispositifs de partage des aliments consommables (soutien aux associations de collecte des invendus, action d'éducation à la cantine, etc.)
- Valoriser et soutenir les commerces en vrac
- Mettre en place une ressourcerie municipale permettant la collecte et la valorisation des objets du quotidien
- Généraliser la collecte et le compostage des biodéchets en installant des composteurs publics d'usage collectif
- Créer des ateliers coopératifs de remise en état de matériels divers

DÉFENDRE LE PETIT COMMERCE FACE AUX GÉANTS DE LA GRANDE DISTRIBUTION

- Refuser les permis de construire de façon à empêcher la construction de toute nouvelle grande surface
- Créer et promouvoir les marchés locaux dans une démarche de valorisation des circuits courts et du vrac.
- Utiliser le droit de préemption de la mairie pour favoriser les commerces indépendants

FORTIFIER L'ENTRAIDE

UNE COMMUNE QUI SOUTIENT LES SALARIÉS - NON A LA FERMETURE DE STELLANTIS POISSY

- Soutenir les mobilisations des salariés, des organisations syndicales, pour le maintien de toutes les activités de production et de tous les emplois chez Stellantis Poissy
- D'une manière générale, soutenir les revendications et les actions des salarié.es. pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail
- Soutenir les demandeurs d'emploi et permettre de lever les freins à la reprise d'activité (garde d'enfants, transport, frais pour se présenter à un emploi...)
- Favoriser la mise en relation des salariés avec des interlocuteurs compétents en matière de respect du droit du travail, de lutte contre la souffrance au travail...
- Développer des initiatives en faveur de l'orientation et de l'accès à l'emploi des jeunes : bourses aux stages, forums, aide à la rédaction de CV et à l'orientation, etc.
- Accompagner les industries locales dans une démarche de conversion écologique
- Introduire des critères pour la création d'emplois locaux dans tous les appels d'offres
- Mettre à disposition les moyens publics (mise à disposition de locaux, soutien financier, monnaie locale, systèmes d'échange locaux...) pour le développement des AMAP, des marchés paysans et des magasins de producteurs, d'épiceries coopératives permettant la commercialisation des productions locales
- Favoriser la création de services d'échanges locaux (SEL) en mettant à disposition des citoyen·nes des plateformes dédiées
- Insérer des clauses sociales, écologiques et de production locale dans tous les marchés publics

ADOPTER UN PLAN COMMUNAL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LA PRÉCARITÉ

- Prendre des arrêtés municipaux d'interdiction des coupures d'eau et d'énergies
- Soutenir et développer les épiceries sociales et/ou solidaires par des subventions, la mise à disposition de locaux ou la participation à l'achat de denrées alimentaires
- Proposer, en lien avec les associations, des colis repas et vêtements pour les familles populaires, les jeunes et les personnes âgées

ÉTENDRE LE DOMAINE DU COMMUN

- Lancer une revue générale de toutes les délégations de services publics au secteur privé, de tous les partenariats publics privés (PPP) afin de déterminer un plan de retour en régie, en commençant par les communs essentiels comme l'eau et l'assainissement, la production

d'énergies renouvelables, les transports en commun ou la gestion des déchets, la restauration dans les cantines

- Organiser la **transition vers le logiciel libre** pour l'administration municipale, intercommunale et les écoles
- **Développer les services de traduction** pour l'accès aux services publics
-

REDRESSER LE STATUT DES AGENTS PUBLICS

- **Lutter contre la précarité** en mettant en place des plans de titularisation (en commençant par les agents de catégorie C), d'éradication du temps partiel subi
- Dès le début de mandat, ouverture de **négociations avec les organisations syndicales**
- Planification du **recrutement de fonctionnaires sous statut** en fonction des besoins
- **Mettre en place les 32h** pour les agent·es soumis à des travaux pénibles, du travail de nuit ou le dimanche
- Engager **un plan de rattrapage pour garantir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes** employé·es par la collectivité
- Renforcer la représentation des salarié·es dans les instances paritaires
- Établir un état des lieux des mesures à mettre en œuvre pour **éradiquer les risques psychosociaux dont les agents sont victimes**

GARANTIR LE DROIT À UN LOGEMENT DIGNE ET DES ESPACES DE VIE AGREABLES

- **Prendre des arrêtés anti-expulsion locative sans solution de relogement pérenne** et se coordonner avec les maires qui prennent de tels arrêtés pour faire reconnaître leur légalité
- Créer ou développer des **outils de prévention efficaces contre les expulsions locatives** (commission de prévention des impayés locatifs avec les bailleurs, permanence d'aide juridique, médiation, etc.)
- Introduire une **obligation de lutte contre l'insalubrité écologique** à la charge des bailleurs sociaux et des propriétaires hébergeant des personnes précaires
- Faire reposer sur les bailleurs privés ou publics **le coût de la lutte contre les nuisibles** (punaises de lit, teigne, cafards...)
- **En finir avec les terrains vagues au pied des immeubles de nos quartiers** : y développer des espaces de jeux protégés pour les enfants, des terrains permettant la pratique du sport, des bancs publics...
- Examiner les possibilités de **création de cafés solidaires**, pour favoriser la convivialité et le lien social dans nos quartiers

DÉFENDRE LE LOGEMENT PUBLIC ET SOCIAL - TUER LA SPECULATION IMMOBILIERE

- Construire des logements publics pour réduire les inégalités en introduisant dans le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) une obligation de 30 % de logements sociaux et très sociaux (PLAI et PLUS) dans les opérations neuves
- Attribuer les logements sociaux de manière transparente en transformant le « quota du maire » en quota du conseil municipal, soumis à discussion après élaboration d'une grille claire de critères pour mettre fin au clientélisme
- Systématiser l'anonymisation des dossiers qui passent en commissions d'attribution de logements
- Désigner un·e adjoint·e ou conseiller·e délégué·e à la politique de la ville
- Exercer le droit de préemption à chaque fois que cela est possible notamment pour développer le logement social
- Mobiliser tous les dispositifs existants pour stopper la spéculation immobilière
- Accompagner les projets d'habitat coopératif et participatif
- Baisser le seuil en termes de jours de location au-delà duquel la location saisonnière relève de l'activité hôtelière et nécessite le respect de normes de sécurité et sanitaires plus strictes

DES ÉCOLES OÙ IL FAIT BON APPRENDRE

- Se mobiliser contre les fermetures d'écoles et de classes
- Instaurer la gratuité de la cantine en commençant par renforcer la progressivité des tarifs pour les petits revenus et la gratuité immédiate pour les familles sous le seuil de pauvreté
- Rénover les écoles publiques pour garantir à tous les élèves de bonnes conditions d'étude
- Parvenir à l'objectif d'une ATSEM à plein temps par classe en maternelle
- Garantir un nombre suffisant d'animateur·trices périscolaire formé·es, en emploi non précaire en visant le temps plein (quitte à compléter avec d'autres activités)

FACILITER L'ACCÈS AUX SOINS, DÉVELOPPER LA PRÉVENTION

- Lutter contre les déserts médicaux par l'implantation de centres de santé pluridisciplinaires ou communautaires et de coopératives médicales à tiers payant intégral
- Soutenir les revendications et actions des personnels de l'hôpital de Poissy-Saint-Germain pour l'amélioration des conditions de travail et le droit de la population à pouvoir se soigner
- Lutter contre les fermetures d'hôpitaux, de lits et de maternité publics et les groupements hospitaliers territoriaux

- S'assurer de la prise en charge dans ces centres de santé des **problématiques spécifiques des femmes**, et notamment de la prise en charge de l'endométriose

PRENDRE SOIN DE L'ENFANCE

- Développer le service public local de la petite enfance en proposant des **modes d'accueil diversifiés à taille humaine et adaptés à tous** (crèches, multi-accueils, lieux d'accueil enfants-parents, relais assistantes maternelles...)
- Rendre la **procédure d'attribution des places en crèches plus transparente et plus rapide**
- **Favoriser les crèches associatives à but non lucratif** plutôt que les crèches privées

PRENDRE SOIN DE NOS ÂÎNÉS ET BIEN VIEILLIR

- Développer les services à la personne (maintien à domicile, portage de repas) accessibles et adaptés
- Soutenir les projets de logement partagé adaptés pour les seniors
- Créer des pôles gériatriques regroupant en un seul lieu acteurs publics et associatifs
- Mettre en place un service d'aide aux aidants
- Autoriser les animaux de compagnie dans les EHPAD et maisons de retraite afin de ne pas séparer les aînés de leurs compagnons
- Favoriser les structures de co-logement seniors / étudiant·es
- Favoriser le lien inter-générationnel en facilitant la mise en relation des personnes âgées avec les associations de soutien scolaire, lien social dans les quartiers, animation événementielle, visites à domicile, etc.
- Développer les clubs seniors sous forme associative et citoyenne et l'accès aux activités culturelles et sociales de nos aîné·es

ASSURER LE DROIT À LA SÛRETÉ

- **Développer une véritable police municipale de proximité** œuvrant à la sécurité, la prévention et à la tranquillité des habitant·es
- **Privilégier la présence humaine** (police municipale, médiation, éducation spécialisée) plutôt que la vidéosurveillance, coûteuse, liberticide et démagogique
- **Développer l'emploi de médiateur·rices (scolaires et de rue, de jour et de nuit) ainsi que d'éducateur·rices de rue, soutenir les clubs de prévention**

CONSTRUIRE LA NOUVELLE FRANCE

COMBATTRE LE RACISME

- Créer un Observatoire communal ou intercommunal des discriminations, contre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme co-géré avec les associations et les habitant·es, doté d'un budget participatif, pouvant mettre en oeuvre des actions de testing, des cafés citoyens
- Assurer l'absence de discriminations à l'emploi dans la collectivité en mesurant les discriminations, en sensibilisant le personnel (avec une attention particulière aux ressources humaines), en menant des audits des risques structurels de discrimination et en réévaluant les processus de recrutements si nécessaire
- Soutenir financièrement les associations de lutte contre les discriminations
- Développer l'enseignement de la mémoire coloniale et de l'histoire de l'immigration

COMBATTRE LE SEXISME ET LES LGBTIPHOBIES

- Mettre en place un lieu d'accueil (éventuellement mobile) et un numéro vert, pour signalement et accompagnement des victimes du sexisme et de LGBTIphobies et avec une permanence juridique gratuite
- Constituer le maire et/ou le ou la président·e de l'EPCI en partie civile lors de tout dépôt de plainte d'une victime de sexisme, ou de LGBTIphobies
- Favoriser l'intervention d'associations engagées pour l'égalité dans les écoles
- Promouvoir une éducation à la vie affective et sexuelle prenant en compte les questions de genre et les personnes LGBTI
- Former les agent·es de la collectivité aux problématiques du sexisme, des questions LGBTI y compris sur les questions propres à l'accueil des personnes transgenre et intersexuées et des enfants des familles LGBTparentales dans les administrations pour lutter contre les stéréotypes et permettre une bonne orientation des personnes victimes
- Donner à voir en positif, une société émancipée, à travers la politique culturelle et événementielle de la municipalité ou de l'intercommunalité : travailler sur le contenu des commandes des bibliothèques/médiathèques en ouvrages de l'esprit ou presses d'actualité, festivals ou journées thématiques, constitution d'un fonds d'archives des luttes locales d'émancipation antiraciste, féministe, laïque et LGBTI de la localité
- Soutenir la mise en place d'un·e référent·e, ou une cellule de référence, pour les victimes de violences ou de discriminations notamment celles liées à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre ou à l'état de santé, dans les postes de police municipaux

CONSTRUIRE UNE COMMUNE ACCESSIBLE

- Porter un objectif zéro lieu inaccessible (lieux et transports publics, commerces, etc.)
- Lancer dès la première année du mandat un plan pluriannuel d'accessibilité des locaux et former les agent·es en lien avec le public à l'accueil des personnes en situation de handicap
- Favoriser l'achat de matériel adapté dans les écoles pour accueillir les enfants en situation de handicap
- Favoriser les bourses à matériel médical (fauteuil roulant, planches de transfert...) et ateliers de réparation
- Favoriser l'accueil des enfants handicapés dans les crèches publiques
- Respecter les obligations de la commune en matière d'emploi, à tous niveaux de responsabilités, de personnes handicapées
- Créer des commissions locales d'accessibilité et des autorités organisatrices des mobilités en y associant les associations représentatives des personnes en situation de handicap
- Développer des classes spécialisées pour l'accueil des enfants ayant des handicaps lourds, type classe UEMA (unité enseignement maternelle autisme) dans le cadre des nouveaux projets d'ess scolaires

FAIRE VIVRE LA LAÏCITÉ ET L'ÉGALITÉ

- Refuser le financement des structures confessionnelles et cultuelles
- Supprimer immédiatement toutes les aides extra légales à l'enseignement privé, refuser toute aide financière à la rénovation d'établissements scolaires privés
- Garantir la laïcité du périscolaire en y refusant toute intervention d'associations religieuses, marchandes
- Interdire aux élus d'assister à des cérémonies religieuses au titre de leurs fonctions ou de recevoir des titres religieux

ÉMANCIPER PAR LA CULTURE

- Permettre au plus grand nombre d'accéder à un enseignement et une pratique artistique au conservatoire ou à l'école de musique, danse, théâtre, ou en centre d'art en proposant notamment une politique tarifaire liée au quotient familial et en favorisant l'accessibilité aux lieux de cours et activités
- Créer et/ou soutenir des Maisons de jeunesse et de la culture (MJC), lieux de mixité culturelle et d'éducation populaire, et développer des partenariats avec les centres sociaux, équipements culturels, associations et artistes locaux

- Favoriser la gratuité et la tarification sociale des équipements culturels
- Mettre à disposition d'artistes les lieux vacants pour proposer des espaces de création, de fabrique, de recherche, d'exposition, d'expression, d'universités populaires, permanents ou non
- Soutenir les artistes et équipes artistiques locales, notamment émergentes, grâce à des financements dédiés, la programmation culturelle municipale, la commande publique
- Favoriser l'implication citoyenne en matière de programmation artistique (cinéma, théâtre, musées...) dans la vie culturelle municipale, par le soutien à la vie associative en lien avec les structures culturelles locales (par exemple, des ciné-clubs) et le développement de projets d'éducation populaire
- Faire entrer l'art à l'école : développer des jumelages entre les structures culturelles et les écoles ; ouvrir des résidences d'artistes en milieu scolaire
- Développer les activités artistiques et culturelles dans les centres de loisirs, crèches... en lien avec les équipements, associations et artistes du territoire
- Faire appel à des artistes pour l'ensemble de la vie municipale (illuminations, fêtes de quartier ou de ville, projets d'aménagements...)
- Garantir la diversité et la liberté de création et d'expression dans la vie culturelle locale
- Mener une politique de démocratisation culturelle fondée sur la diversité en développant les moyens dédiés à la politique culturelle et à l'éducation populaire et les pérenniser pour renouveler avec les conventionnements pluriannuels

PROMOUVOIR LE SPORT POPULAIRE

- **Rénover et développer des équipements** sportifs publics de proximité (stades, équipements extérieurs en libre accès et gymnases notamment) à l'échelle de la commune ou de l'intercommunalité
- **Favoriser la gratuité et la tarification sociale** des équipements sportifs
- Mettre en place un **dispositif gratuit d'apprentissage de la natation** dès le plus jeune âge

ENCOURAGER LA VIE ASSOCIATIVE

- Généraliser les conventions pluriannuelles, financer les associations à hauteur réelle du travail qu'elles fournissent, ne pas les utiliser comme manière de faire de la délégation de service public au rabais
- Établir un **rapport de coopération avec le mouvement associatif** respectant son autonomie
- **Faire de l'enjeu égalitaire un critère de subvention** : exercice paritaire des responsabilités, encouragement aux pratiques féminines dans des domaines où elles sont peu présentes

FAIRE CONFIANCE À LA JEUNESSE

- **Soutenir les projets** citoyens, humanitaires, associatifs, artistiques, portés par les jeunes (bourses, locaux, etc.)
- **Créer des lieux** de citoyenneté, de débat et d'éducation à l'esprit critique pour les jeunes (conseils de la jeunesse, de la vie étudiante, etc.)
- Mettre en place des **espaces santé jeunes** proposant des consultations gratuites et anonymes de prévention

DES COMMUNES REFUGES POUR LES EXILÉ·ES

- Soutenir des **actions de solidarité d'associations** par le prêt de locaux ou un soutien financier
- **Former les agent·es municipaux**, premier·es interlocuteur·rices avec les publics, aux grands enjeux de la migration et à l'accueil et accompagnement des publics en situation de précarité
- Améliorer **les dispositifs d'accès aux droits** au sein des communes avec notamment le recrutement d'interprètes
- **Scolariser de façon inconditionnelle tous les enfants**, quel que soit leur statut administratif, dans les établissements de la collectivité, en vertu du principe d'égalité en matière d'accès à l'éducation
- **Renforcer les dispositifs d'accompagnement** des personnes migrantes et d'aide à la parentalité : cours de français, soutien administratif, actions socio-éducatives, etc.

POISSY, COMMUNE ENGAGÉE CONTRE LA GUERRE, CONTRE LE GENOCIDE A GAZA

- Faire voter par le conseil municipal **une motion pour défendre l'arrêt du génocide en Palestine**, pour l'arrêt des livraisons d'armes par la France
- **Refuser toute injonction faite aux communes de préparer les populations à la guerre**, à l'économie de guerre ou à accepter de « *souffrir économiquement* » (général Mandon en novembre 2025, dans un discours en direction des maires de France)
- Promouvoir des projets, des initiatives **en défense du pacifisme**
- Défendre des jumelages avec des communes pour **soutenir les peuples opprimés en lutte**
- Créer un **réseau international de communes antifascistes** face à la montée de l'extrême-droite